

## **En 2026, non à l'impérialisme et à la course aux armements !**

Après une année 2025 marquée par la poursuite du génocide du peuple palestinien à Gaza et d'une guerre meurtrière en Ukraine, 2026 s'est ouverte par le bombardement du Venezuela et le kidnapping de son président par l'armée américaine. Sans filtre, Trump a donné les raisons de cette agression impérialiste : prendre le contrôle de l'industrie pétrolière de ce pays. Il a dans la foulée menacé la Colombie et Cuba d'une intervention du même type et réaffirme ses velléités d'annexion du Groënland, en promettant une augmentation des droits de douane pour les pays européens qui ne partageraient pas ses vues.

Le cynisme de Trump est sans borne, mais la recrudescence des ingérences, des guerres et des agressions ne peut s'expliquer par la psychologie de tel ou tel dirigeant. C'est la logique du système capitaliste qui est en cause : ces agressions visent à faire main basse sur des matières premières, assurer des débouchés pour les marchandises ou contrôler les voies par lesquelles elles transitent. Dans ce cadre, le capitalisme s'appuie de plus en plus sur des forces néofascistes pour imposer sa loi.

Une logique qui entraîne des conséquences immédiates et très concrètes pour nous. Outre qu'ils ont applaudi le coup de Trump au Venezuela, les dirigeants européens, Macron en tête, choisissent, elles et eux aussi, la voie de la course aux armements. Mais pas plus que celles des Etats-Unis, les bombes françaises ne servent à défendre « la démocratie ». Les récentes déclarations de Macron sur la nécessité d'emmener en Afrique des groupes français « qui ont faim » et de se protéger de la Chine « qui nous taille les croupières » montrent qu'il mène à plus petite échelle la même politique de pré carré et de rapine.

Dans le monde entier, de l'Argentine à l'Inde en passant par le Portugal, les gouvernements néolibéraux et réactionnaires s'attaquent aussi aux droits des travailleuses et des travailleurs en visant les codes du travail.

En France, entre 2017 et 2025, le budget de la défense, hors pensions, est passé de 32 à 50 milliards d'euros, soit une hausse de 73%. Et le projet de loi de finances 2026 prévoit une nouvelle hausse de 6,7 milliards d'euros ! Cette avalanche de milliards pour l'armement exige évidemment des « sacrifices » ailleurs : services publics, protection sociale, salaires des fonctionnaires. Ainsi, avec le budget 2026, dans l'Education nationale, c'est 4000 postes d'enseignants qui sont supprimés !

Dans nos services, les conséquences de cette politique sont également immédiates : coupures d'électricité, refus de formation, absence de code du travail, limitation des déplacements, déménagements détériorant les conditions de travail des agent.es...



**Le sentiment de courir à la catastrophe est fort, mais rien n'est inéluctable. Aux Etats-Unis même, les protestations sont très fortes contre la politique coloniale menée par Trump et les persécutions racistes qui en sont le pendant à l'intérieur du pays. Partout les peuples victimes des agressions impérialistes résistent. L'Union nationale CGT TEFP leur apporte sa solidarité et son soutien dans leur lutte pour l'autodétermination. Elle appelle notamment à participer aux mobilisations pour l'arrêt de l'agression américaine au Venezuela, la libération de son président et la fin de menaces sur les autres pays de la région. Elle revendique la réduction drastique des dépenses**

**d'armement et leur réorientation vers la satisfaction des besoins de la population en matière de services publics, d'éducation, de santé ou et de logement. Elle appelle les collègues à se réunir en AG pour définir leurs revendications et les porter devant leurs directions locales.**